

Salondesentrepreneurs

Dossier spécial
Entrepreneuriat social,
à l'occasion du Salon
des entrepreneurs

LA CROIX

en partenariat avec

avise



Jérôme Saddler
Président de l'Avise
(Photo: Alain Bujak)



Jean-Christophe Ploquin
Rédacteur en chef à La Croix
(Photo: Bruno Leuy pour La Croix)

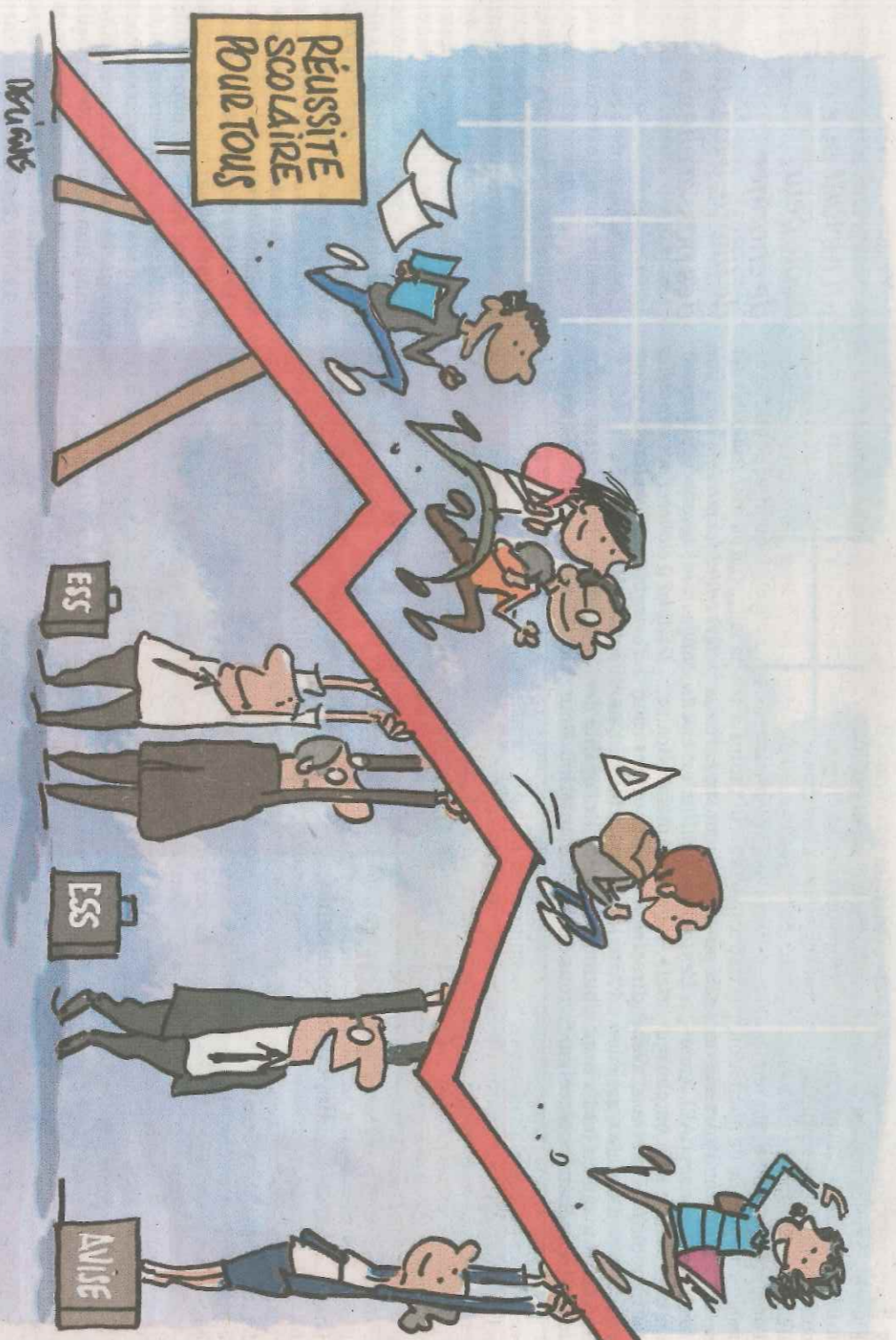
Selon l'enquête Pisa conduite par l'OCDE, la réussite scolaire en France serait pour 20 % imputable au milieu socio-économique des élèves. Ce chiffre rappelle que les inégalités scolaires persistent et que les défis sont nombreux face aux problématiques sociales.

Les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) sont historiquement très présents dans le secteur de l'éducation grâce à leurs actions en faveur de l'égalité des chances et en matière d'innovation pédagogique. L'éducation populaire en particulier illustre cet engagement en faveur de l'éducation pour tous, et de l'éducation de chacun par chacun, mais d'autres acteurs de l'ESS font également partie intégrante de la communauté éducative, notamment des mutuelles et des coopératives.

Engagée pour le développement d'entreprises de l'ESS, l'Avise s'attache à faire émerger, à valoriser et à faire grandir ces initiatives en faveur d'une éducation pour tous. La 10^e édition de ce dossier spécial Salon des entrepreneurs, réalisé par *La Croix* en partenariat avec l'Avise, montre bien la capacité des entreprises de l'ESS, notamment du milieu associatif, à imaginer des solutions innovantes et durables pour l'accès à l'éducation pour tous.

Ces associations qui relancent l'ascenseur social

À l'occasion du Salon des entrepreneurs, les 5 et 6 février, «La Croix» met en avant des acteurs de l'économie sociale et solidaire qui œuvrent dans le domaine de l'éducation.



Post-bac. Pour ne pas se perdre dans la jungle des formations, 125 000 lycéens se sont inscrits sur le site «Inspire». Cette plateforme est animée par l'association Article 1, qui se rend toute l'année au-devant des lycéens fragilisés.

L'association Article 1 «inspire» les lycéens dans leur orientation

Lyon (Rhône)
De notre correspondant régional



Logiques dans leur orientation, face à elles sont assis des élèves en terminale ES du lycée la Martinière-Duchère. Les barres de ce quartier populaire lyonnais sont noyées dans le brouillard matinal. Un même flou règne dans certaines têtes. Dans le groupe animé par Anne-Emmanuelle, «une seule personne sait ce qu'elle veut faire. Et encore, il s'agit de réaliser à l'avenir "des fusions-acquisitions"», rapporte la jeune femme. «Il va falloir affiner !» Or, le temps presse. Les élèves ont jusqu'au 12 mars pour formuler leurs vœux sur Parcoursup, la plateforme d'orientation dans l'enseignement supérieur.

Ils ont deux ans d'écart, mais un monde les sépare. «Vous pouvez nous tutoyer», proposent d'emblée les étudiantes Héloïse et Téa, même pas 20 ans, à des lycéens à peine plus jeunes qu'elles. Camarade de promotion de Téa à l'Institut d'administration des entreprises (IAE), Anne-Emmanuelle a pris en charge l'autre moitié de la classe, avec une salariée d'Article 1, association accompagnant les lycéens des filières générales et techno-



Un atelier «Vers le sup» est organisé par le programme Inspire pour des élèves de terminale. Mwanghe

Trop souvent, les élèves se retrouvent seuls à l'entrée du labyrinthe de l'après-bac. «J'aurais aimé être mieux accompagnée», glisse ainsi Téa. Au moins a-t-elle pu compter sur ses parents. «L'entourage familial est essentiel», rappelle Amélie Nicaise, directrice du pôle orientation d'Article 1, association qui ambitionne de rétablir l'égalité de tous devant l'orientation. Pour

cela, des étudiants animent des ateliers dans les établissements recroisant en zones d'éducation prioritaires, implantées en zone rurale et en quartier politique de la ville. «Là où sont scolarisés des élèves dont les parents n'ont pas toujours le bagage nécessaire pour les aider à élaborer des stratégies d'orientation complexes», poursuit Amélie Nicaise. Ces élèves fréquentent moins les salons d'étudiants. Et les pro-

«Il ne faut pas avoir peur de changer de filière, il existe des passerelles.»

fesseurs manquent souvent de temps pour approfondir le sujet.

Alors les «éclairateurs» bénévoles d'Article 1 apportent leurs lumières. Avec les mots de leur âge, ils défrichent la jungle de l'enseignement supérieur, poussant les élèves à réfléchir à leurs attentes. «Sans cela, les lycéens risquent de s'enfermer dans un nombre de choix restreints ou, à l'inverse, de développer une stratégie audacieuse qui peut les conduire à l'échec», explique Amélie Nicaise.

Les étudiants s'informent également sur les aides qu'ils peuvent recevoir, pour éviter qu'ils ne s'autocensurent, faute de moyens. «Il faut aussi caser quelques idées reçues, ajoute Anne-Emmanuelle. Ils ne s'imaginent pas la charge de travail d'un étudiant...»

Le rôle des éclairateurs ne s'arrête pas à la porte de la salle de cours. Comme les 15 000 béné-

Pour vous accompagner dans vos projets d'entrepreneuriat social



LA CROIX
OFFERT PENDANT 3 SEMAINES

LA CROIX, le quotidien d'information générale qui met chaque jour en lumière les innovations en économie sociale et solidaire.

Simple et rapide ! JE SOUSCRIS EN LIGNE



la-croix.com/3SG-AVISE20

voles d'Article 1, Héloïse, Téa et Anne-Emmanuelle se connectent aussi sur Inspire, plateforme d'orientation en ligne animée par l'association et labellisée par le ministère de l'enseignement supérieur. Plus de 125 000 élèves s'y sont inscrits, dont 35 % sont scolarisés dans des établissements prioritaires. Le site permet d'explorer 120 pistes d'étude. Les lycéens ont aussi la possibilité d'entrer en contact avec les étudiants des filières qui les intéressent. Un vrai réseau pour ceux qui n'en ont pas.

Les volontaires ont chacune répondu à une dizaine de questions en ligne depuis l'ouverture de la plateforme Parcoursup, le 20 décembre dernier, sur les débouchés, les matières enseignées, le coût d'une école ou la difficulté d'un concours. «Allez-y, n'hésitez pas à nous solliciter», encourage Téa.

Est-ce que cela lui aurait évité de se tromper elle-même ? «Mes études ne m'intéressent pas vraiment, confie-t-elle aux lycéens. Mais je ne suis pas bloquée pour autant. Il ne faut pas avoir peur de changer de filière. Il existe des passerelles», dédramatise l'étudiante. Désormais intéressée par les métiers de l'audiovisuel, elle s'est réinscrite sur Parcoursup. Bénévent Tossier

Pédagogie. La démarche scientifique s'apprend dès le plus jeune âge. Exemple avec cette école élémentaire.

La science pour tous avec Les Petits Débrouillards

Saint-Avoïd (Moselle)
De notre correspondante régionale

Passant leurs mains devant le capteur d'un boîtier en plastique sur roues, Ibrahim, Umur et thayma le font avancer, reculer, ou s'arrêter net devant un obstacle. « À votre avis, comment le robot fait-il cela ? », interroge Maxime, l'animateur, avant de leur lancer une perche : « Qui y a-t-il dedans ? ». « Le cerveau du robot ! », s'exclame une élève. Place à la programmation. Sur leurs ordinateurs, les élèves de CMI découvrent des icônes à combiner en les glissant dans deux cartes dédiées. À eux de trouver leur utilité. Avshim, trouvant l'exercice « intéressant et très amusant », s'étonne : « *Maxime passe beaucoup de temps à nous faire comprendre, ça fait plaisir.* »

Association à dimension internationale, Les Petits Débrouillards vise à développer l'esprit critique et à élargir les capacités d'initiative par une éducation aux démarches scientifiques, expérimentales et raisonnées. Présente en France depuis trente ans, l'association est partenaire de nombreuses structures scolaires et de éducation populaire.

Des vacances de Noël aux vacances de février, l'antenne de Metz intervient une heure par semaine dans les classes de l'école élémentaire de la Carrière, à Saint-Avoïd (Moselle). Tout part de l'expérimentation, avec l'élaboration d'hypothèses et leur vérification, qu'ité à démarrer la séance assis par terre ! « *Développer l'esprit scientifique n'est pas facile en classe car il faut beaucoup manipuler, et nous n'avons ni les compétences ni le matériel des Petits Débrouillards. Là, ils apprennent à coder et se rendent compte que l'informatique, ce n'est pas magique* », se réjouit le directeur de l'école, Fabrice Boucher.

D'autres classes travaillent autour d'objets techniques, dont un bras hydraulique. « *La semaine dernière, nous avons même fait décoller une fusée dans la cour de récréation, c'était un moment formidable. Les enfants y arrivent et y prennent du*



20 km
plaisir. Au passage ils intègrent certains codes culturels, des façons de se poser des questions. Ils arriveront au collège avec une chance supplémentaire », poursuit l'enseignant.

L'association, agréée par l'éducation nationale, inscrit les ateliers dans la continuité du programme déployé par les enseignants. « *Cela donne du sens à ce que font les enfants* », commente Kader Saïche, coordinateur de développement territorial de l'association. Ces interventions sont cofinancées par l'État et l'agglomération de Saint-Avoïd dans le cadre d'un contrat de ville, puisque le quartier – au très fort taux de chômage et de familles monoparentales – est classé prioritaire. Dans d'autres quartiers similaires, l'association intervient sur le temps périscolaire, ou pendant les vacances d'été, avec le programme La science en bas de chez toi. Cette école a choisi l'axe « éducation au numérique » mais l'éducation aux transitions écologiques et au vivre-ensemble sont les deux autres priorités de l'association au plan national.

« *Lutter contre la fracture numérique, c'est lutter contre le déterminisme social* », explique Kader Saïche. L'intérêt d'une démarche scientifique dépasse les apprentissages théoriques. « *Se questionner est important dans la vie en général. Et cela rend plus à même d'agir sur le monde.* »

Dans la classe, une élève réalise : « *C'est de la science, ça ? Mais c'est facile !* ». Pari gagné pour Les Petits Débrouillards.

Élise Descamps

Solidarité. L'association d'éducation au développement durable a créé un programme visant à « susciter un sentiment d'appartenance à une humanité commune ».

E-graine combat les préjugés sur les migrants



Des bénévoles de l'association E-graine, lors d'une rencontre avec des jeunes du COS Quancard en Nouvelle-Aquitaine. Un univers citoyen/E-graine

Au printemps dernier, Lena, 24 ans, répond à une annonce d'e-graine, publiée sur Facebook, qui cherche des jeunes bénévoles pour participer à l'élaboration d'un projet autour des migrations. Intéressée par le milieu associatif, la jeune femme se porte volontaire. « *Le projet portait sur la rencontre entre des étudiants et de jeunes demandeurs d'asile, hébergés dans une maison d'accueil de Bordeaux* », explique-t-elle.

« **Notre métier est de savoir parler avec les invisibles.** »

La rencontre a été précédée de trois ateliers pédagogiques animés par l'association, permettant de déconstruire les stéréotypes autour de la migration. Lors de l'événement, organisé autour de la réalisation d'interviews filmées, chacun joue l'apprenti journaliste. « *L'idée était de parler de nos hobbies, pas*

de demander aux jeunes migrants de raconter encore une fois leur parcours », relève Lena. Une réussite, selon tous les participants.

Cette journée test a contribué à l'élaboration d'un programme, intitulé Un univers citoyen, créé par l'association d'éducation au développement durable e-graine.

« *Notre conception du développement durable est celle des Nations unies, c'est-à-dire la promotion du vivre-ensemble au niveau mondial* », précise Julien Mast, délégué national de l'association.

Créée il y a treize ans par des spécialistes de l'éducation, e-graine compte 40 salariés, 200 bénévoles et 500 adhérents, regroupés en cinq associations régionales. Son champ d'action : le vivre-ensemble, la consommation responsable et la participation citoyenne.

E-graine y intervient avec sa spécificité, celle de professionnels de l'éducation. « *Nous sommes des spécialistes de la pédagogie, précise Julien Mast. Notre métier est de savoir parler avec les invisibles, de vulga-*

riser. » Chaque projet est donc élaboré en commun avec des spécialistes de l'énergie, de la rénovation urbaine ou des migrations, selon le champ couvert par le dispositif.

« *Pour un univers citoyen, nous avons notamment travaillé avec des laboratoires de recherche spécialisés en neurosciences, le cerveau étant le siège de nos préjugés* », ajoute Julien Mast.

Le programme – dont le but est de « susciter un sentiment d'appartenance à une humanité commune » – se décline de trois manières. D'abord l'organisation d'ateliers similaires à celui auquel Lena a participé. Une vingtaine sont prévus en 2020. Ensuite, une exposition « immersive » en cours d'élaboration, qui va circuler en France dans le courant de l'année. Pas de panneaux à déchiffrer ici, mais une invitation à endosser le rôle d'un migrant. Enfin des stands événementiels seront organisés dans des lieux publics. E-graine ambitionne de sensibiliser 300 000 personnes d'ici à 2022.

Emmanuelle Réju

Entretien. La fondation AlphaOmega a été créée il y a dix ans pour aider les associations du secteur éducatif à changer d'échelle. Contrairement à la plupart des donateurs, elle s'intéresse au renforcement structurel des associations qu'elle soutient.

« Nous aidons les associations à changer d'échelle »



Source: AlphaOmega

Elisabeth Elkrief
Directrice générale
de la Fondation AlphaOmega

Quel rôle joue le secteur associatif dans la lutte contre les inégalités par l'éducation ?

Elisabeth Elkrief : Ce que propose l'éducation nationale conviendrait à 80 % des élèves scolarisés. Pour les 20 % qui se trouvent en risque de décrochage scolaire, l'environnement éducatif associatif joue un rôle central, en aidant l'école et les parents à éviter les sorties de route. Le secteur associatif est plus léger, plus souple. Il peut faire du sur-mesure, certains dispositifs étant concentrés sur les difficultés sociales, d'autres sur les difficultés d'apprentissage ou psychologiques. Il est complètement du dispositif forcément généralisé qu'est l'éducation nationale.

Votre fondation soutient des associations qui interviennent dans ce domaine. Comment travaillez-vous ?

E. E. : Notre vocation est la relance de l'ascenseur social. Nos moyens étant limités, nous visons l'efficacité. Nous avons donc identifié les moments charnières où le jeune se trouve en risque de décrochage : au moment de l'apprentissage de l'écriture et de la lecture ; lors des premières années du collège ; au moment des choix d'orientation au lycée ; ou encore sur le chemin vers le premier emploi. Nous avons ensuite identifié les acteurs associatifs qui apportent des solutions efficaces à ces moments clés, qui ont fait leurs



Les jeunes peuvent être en décrochage scolaire dès les premières années de collège. Mihaili Stock/adobe

« Nous travaillons avec des associations qui ont une culture de l'impact. »

preuves sur tout le territoire. Nous nous concentrons sur les associations qui ont déjà une taille critique, c'est-à-dire qui touchent au moins 10 % de leur cible. Notre but est de faire passer ce taux à 25 ou 30 %.

Vous n'aidez donc que les grosses associations ?

E. E. : Nous aidons les associations qui accompagnent au moins 10 000 jeunes et qui bénéficient d'un budget d'au moins 1 million d'euros. Mais la taille n'est pas le seul critère. Nous travaillons avec des associations qui ont une culture de l'impact, qui s'appuient sur la recherche ou sur la preuve pour développer leur dispositif et qui ont un bon management. Nous travaillons aujourd'hui avec sept

associations qui touchent au total 280 000 jeunes et 180 000 professeurs.

Comment les aidez-vous ?

E. E. : Nous les aidons à changer d'échelle. Nous travaillons sur le modèle de la venture philanthropy – nous sommes d'ailleurs les seuls dans ce cas en France. C'est une forme de philanthropie qui vise à développer les capacités des organisations soutennues. Nous apportons de l'argent et des conseils, les deux étant concentrés sur la structure de l'association, c'est-à-dire les ressources humaines, les moyens numériques, le réseau informatique, l'encadrement intermédiaire, etc.

En général, l'État et le monde de la philanthropie classique ne souhaitent pas que leurs dons ou subventions soient employés dans le domaine des frais généraux, mais que le maximum de ressources aillent directement aux bénéficiaires. Or pour passer de 10 000 à 100 000 jeunes accompagnés, il faut avoir des systèmes informatiques de qualité !

Nous déclarons dans le domaine associatif ce que le fondateur Man-

rice Tchemto a fait dans le domaine du capital investissement en France : pour faire d'une entreprise non cotée un champion, il faut investir sur ses frais généraux ! C'est la même chose pour les associations. Leurs responsables sont très contents de trouver des gens prêts à soulever le capot et à les aider dans ce travail ingrat.

Quels sont selon vous les freins au développement des associations ?

E. E. : Les moyens ! Pour remettre en marche l'ascenseur social, nous pensons qu'il faut déployer les solutions qui ont fait la preuve de leur efficacité à l'échelle nationale. Or les subventions et les dons ne sont pas toujours dirigés de manière prioritaire sur les structures les plus importantes. Il y a trop de saupoudrage. Par ailleurs, il manque des structures intermédiaires comme la nôtre pour mettre les donateurs et les associations en relation. C'est pourtant un maillon important, qui sécurise aussi bien les donateurs que les associations.

Recueilli par Emmanuelle Réju

essentiel

Récompense — Deux lauréats cette année pour le prix

de l'Entrepreneur de l'année Cette année, le cabinet de conseil Boston Group (BCG) a décerné le 13^e prix de l'entrepreneur social de l'année à deux lauréats : Hortense Harang, la créatrice de Fleurs d'ici, activité de fleuriste en circuit court des fleurs ; et Thomas Matagne, le fondateur d'Ecov, solutions de covoiturage courte distance en zone rurale.



Une agence d'ingénierie pour entreprendre autrement

L'Avise a pour mission de développer l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'innovation sociale en France, en accompagnant les porteurs de projet et en contribuant à structurer un écosystème favorable à leur développement. Créée en 2002, l'Avise est une agence collective d'ingénierie qui travaille avec des institutions publiques et des organisations privées soucieuses de contribuer à l'intérêt général. L'Avise intervient à chaque étape de la vie d'une entreprise de l'ESS, de l'émergence à la maximisation de son impact social, en produisant des outils, en animant des communautés d'acteurs des territoires et en construisant des programmes d'accompagnement dédiés.

En savoir plus : avise.org

Éducation — Des solutions sociales et solidaires

Enjeux, décryptages, cartographie des acteurs, exemples d'initiatives... ce dossier réalisé par l'Avise donne des clés de compréhension et d'action aux structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) et acteurs publics et privés, qui souhaitent s'engager pour une éducation de qualité, accessible à tous. Le dossier est consultable à l'adresse suivante : avise.org/dossiers/ess-education